

fin de cette période, les autorités américaines s'avisent de dire: nous avons maintenant beaucoup d'uranium chez nous (et c'est vrai qu'il y a beaucoup d'uranium aux États-Unis), nous avons mis nos propres champs en exploitation pendant ces cinq années; nous avons nos propres problèmes politiques et nos propres problèmes économiques; nous avons dû voir à nos propres intérêts et à nos propres producteurs, et si nous sommes très heureux d'avoir pu compter sur votre uranium pendant les cinq dernières années, nous n'en avons plus besoin aujourd'hui. Ce serait une situation intolérable, et qu'aucun gouvernement canadien ne pourrait admettre. Pourtant, le jour approche où les producteurs canadiens devront savoir si, en fait, les conditions actuelles pourront être maintenues. On les soulagerait d'un grand poids si l'on pouvait leur dire à quoi s'en tenir avant la fin de cette année. Aux États-Unis, certains fonctionnaires ont déclaré,—et j'espère que leurs déclarations n'étaient pas fondées,—qu'il sera peut-être difficile de prolonger l'arrangement actuel avec les producteurs canadiens. J'espère que le gouvernement pourra non seulement consacrer à la question, au plus haut niveau de la diplomatie, toute l'attention qu'elle mérite, mais qu'avant longtemps il sera en mesure d'annoncer la conclusion d'une entente précise avec les États-Unis. Si la défense continentale signifie quelque chose,—ce qui est certainement le cas,—elle signifie qu'il faut accorder une certaine considération, sur le plan continental, aux aspects économiques et industriels de la défense, aussi bien qu'à l'aspect stratégique. Or s'il est un domaine où l'aspect économique et industriel de la défense mérite d'être considéré, c'est bien celui de la production d'uranium à des fins de défense.

Je suis certain que les perspectives lointaines de la production d'uranium au Canada sont bonnes, et je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus. Le monde aura besoin de cette denrée. Mais peut-être y aura-t-il une période difficile à traverser entre la fin du présent contrat et la mise au point de nouvelles utilisations pour l'uranium, à des fins industrielles. Cette période sera très difficile sans aucun doute si les États-Unis décident de ne pas tenir pleinement compte de la situation des producteurs canadiens. Je souhaite sincèrement que cela n'arrive pas, et j'espère que le gouvernement fera tout pour prévenir cette éventualité, car la question représente, comme je l'ai dit, 300 millions de dollars de commerce extérieur pour cette année.

Il est impossible, monsieur le président, de parler de l'importance de notre commerce d'exportation sans parler en même temps de notre politique d'importation, car nous ne

pouvons songer à accroître notre commerce d'exportation à moins de nous engager envers nos clients à importer en retour des quantités raisonnables de leurs denrées. Cette pensée m'est venue à l'esprit l'autre jour, au moment où le ministre des Finances a annoncé que le gouvernement japonais avait consenti volontairement à réduire certaines de ses exportations dans notre pays. Je n'ignore pas les difficultés que suscite l'importation, dans notre pays, de denrées contre lesquelles les producteurs canadiens peuvent difficilement ou ne peuvent pas du tout rivaliser, en raison des conditions de fabrication de ces denrées dans leur pays d'origine. Lorsqu'il y a concurrence injuste, le gouvernement est obligé, évidemment, de prendre des mesures pour corriger cette injustice et pour protéger et aider les producteurs canadiens.

Je veux cependant signaler qu'il faut être très prudent dans les mesures que nous adoptons à l'égard d'un client qui achète déjà trois ou quatre fois plus du Canada qu'il ne nous vend. Je n'ai pas les chiffres précis, mais je crois que c'est à peu près la proportion. Je parle du Japon. On ne saurait accuser le *Globe and Mail*, de Toronto, d'avoir des préjugés contre nos manufacturiers, ou d'avoir des vues trop naïves au sujet du libre échange. Or voici ce qu'il disait le 22 juin, dans un éditorial:

Devant le fait que le Japon achète beaucoup plus chez nous qu'il ne nous vend, le gouvernement japonais est très obligé de consentir, à la demande du gouvernement canadien, à réduire les exportations japonaises au Canada.

L'éditorial ajoute:

Les mesures qu'on a adoptées pour restreindre les importations aideront sans doute les industries à qui ces importations faisaient tort, et à cet égard, la politique du gouvernement atteindra son but. Mais c'est un but très limité, et l'on risque en voulant l'atteindre de faire beaucoup plus de tort que de bien. C'est loin d'être une simple question de protectionnisme.

Je cite une partie du dernier paragraphe:

Apparemment, nous nous inquiétons plus du tort que font les importations de sous-vêtements japonais à nos fabricants que de la catastrophe qui plane au-dessus de l'horizon du Pacifique.

Cela signifie que,—et c'est une très bonne illustration de la corrélation de la politique et de l'économie,—si le Japon est détourné des marchés de l'Ouest, il trouvera ses propres débouchés sur le continent de Chine, parce qu'il n'aura pas d'autre solution, et si le Japon commence à établir des relations commerciales avec la Chine continentale parce que l'Ouest lui refuse ces relations, cela pourrait avoir des conséquences politiques qui seraient certes très malheureuses pour l'Occident.